

Mittal confirme la fermeture partielle de Gandrange

SIDÉRURGIE

Le projet devrait entraîner la suppression de 595 des 1.100 emplois que compte l'aciérie lorraine.

Inflexible. Lakshmi Mittal se montre fidèle à sa réputation en confirmant, malgré l'intervention de Nicolas Sarkozy, son projet de fermeture partielle de l'aciérie lorraine de Gandrange, qui entraîne la suppression de 595 des 1.100 emplois. Elus locaux et syndicats dénoncent une « duperie », selon le terme de Michel Liebgart, député PS, et comptent rappeler cette semaine au prési-

dent de la République les promesses d'aides directes qu'il a faites en visite sur place début février. En préparation du comité d'entreprise décisif du 4 avril, les représentants du personnel ont reçu samedi la réponse écrite d'Arcelor-Mittal au contre-projet industriel de la CFDT et de la CFE-CGC visant à maintenir l'activité de l'usine.

Faisant fi des pressions politiques récentes, la direction du numéro un mondial de l'acier maintient son analyse industrielle concluant à une faiblesse concurrentielle de l'usine. Les nouveaux débouchés préconisés par la CFDT, comme le fil machine pour la construction ou le tréfilage ? En surcapacité au niveau européen, tranche Arcelor-Mittal. Le développement vers les métiers de la forge ou de l'étrépage suggéré par les syndi-

LE GÉANT DE LA SIDÉRURGIE JUGE LE CONTRE-PROJET SYNDICAL INSUFFISANT SUR TOUS LES PLANS.

cats ? Le premier requiert trop de nuances d'aciers, le second nécessite une part de marché inatteignable pour Gandrange, ajoute la direction. Arcelor-Mittal juge le contre-projet syndical insuffisant sur tous les plans, y compris la rentabilité attendue. Selon le plan de la CFDT, avec un investissement de 40 millions d'euros, le site pourrait dès 2009 afficher un excédent brut d'exploita-

tion de 60 millions d'euros, soit 6 % du chiffre d'affaires. Insuffisant pour le Mittal qui a affiché une marge brute de 18,4 % en 2007.

LES REGARDS SE TOURNENT VERS NICOLAS SARKOZY

Alors que CFDT et CFE-CGC doivent décider aujourd'hui des actions qui seront organisées avant le comité d'entreprise de vendredi, la CGT, qui fait cavalier seul dans ce dossier, veut croire qu'une reprise de l'usine par un industriel est encore possible. « Il reste du temps. Nous multiplions les démarches », déclare Jacky Mascelli, délégué CGT. Outre l'homme d'affaires Romain Zaleski, qui vient de quitter le conseil d'administration d'Arcelor-Mittal pour se donner les mains libres, plusieurs noms circulent dont

le britannique Corus (racheté par l'indien Tata Steel), Ascométal (filiale de Lucchini appartenant au russe Severstal), ou l'allemand Saarlöhne. Selon la direction, aucune offre n'est sur la table.

En attendant, tous les regards se tournent vers Nicolas Sarkozy. « Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal de revenir sur son plan, et nous investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investirons avec lui », a-t-il déclaré le 4 février sur place, avant de dire qu'il reviendrait annoncer lui-même la solution retenue. Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, s'est contenté de déclarer hier sur France Inter que le gouvernement allait « étudier les réponses d'ArcelorMittal ».

MARIE-CAROLINE LOPEZ